MTL. - 1 - L.7157/1.

Overgemaakt aan de ... Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre chargé de l'Administration générale, le 24 mai 1960, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent de recrutement", a donné le 27 mai 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 24e mei 1960 door de Minister belast met het Algemeen Bestuur verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat", heeft de 27e mei 1960 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du court laps de temps qui lui a été imparti pour procéder à l'examen du projet, le Conseil d'Etat se borne à formuler les observations suivantes :

Le projet tend à modifier l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent de recrutement. Cet arrêté a reproduit, en les modifiant sur plusieurs points, certaines règles énoncées dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, sans toucher au texte de ce statut. Loin de rétablir une concordance entre toutes les dispositions relatives à la matière des examens et concours, le projet s'écarte davantage encore des dispositions de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

L'article 15 du statut des agents de l'Etat prescrit que nul ne peut être nommé agent de l'Etat s'il ne subit avec succès les épreuves d'admission, c'est-à-dire le concours d'admission et l'examen d'admission définitive. Dans son article 6, qui modifie l'article 15 de l'arrêté royal du 20 janvier 1939, le projet permet au secrétaire permanent de supprimer le concours d'admission lorsque le nombre de candidats est égal ou inférieur à celui des emplois mis en compétition.

Les conditions prévues par l'article 16, 5° (limite d'âge) et 6° (diplômes),du statut, pourront également être supprimées ou modifiées aux termes du nouvel article 15, alinéa 1er.

.../...

Selon le nouvel article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 20 janvier 1939, les concours d'admission, les examens d'admission définitive et les examens d'avancement pour les deux catégories inférieures n'auront plus nécessairement lieu devant le Secrétariat permanent de recrutement comme il est prescrit par les articles 21, 32 et 74 du statut.

Selon l'article 39 du statut le jury est présidé par le secrétaire permanent au recrutement et les assesseurs sont nommés par le Roi. L'article 4 actuel de l'arrêté royal du 20 janvier 1939 a déjà délégué au secrétaire permanent la désignation des assesseurs. L'article 1er, alinéa 2, de cet arrêté, tel qu'il sera modifié par le projet, permettra au secrétaire permanent à se faire remplacer par le chef du service intéressé.

Alors que l'article 39 du statut dispose que le jury comprend quatre assesseurs au moins, l'article 2 du projet autorise le secrétaire permanent à réduire ce nombre.

Il résulte de cette énumération que plusieurs dispositions du projet n'ont pas pour objet principal de déterminer le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent de recrutement, mais qu'elles font partie du statut même et qu'à ce titre elles devraient de préférence trouver leur place dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 dont elles modifient implicitement certaines dispositions. En outre, ce procédé de modification implicite du statut par des dispositions postérieures doit être condamné de manière absolue, car il ne peut engendrer que la confusion et l'incertitude quant aux règles à appliquer.

\+

\+ \+

.../...

Une seconde réserve doit être formulée en ce qui concerne les alinéas 2 et 3 du nouvel article 15 de l'arrêté royal du 20 janvier 1939, tel qu'il est modifié par l'article 6 du projet. Ces dispositions permettent au secrétaire permanent, avec l'accord du Ministre intéressé, de dispenser les candidats de tout ou partie des concours d'admission, lorsque leur nombre est égal ou inférieur au nombre d'emplois mis en compétition.

S'il est vrai que les candidats ainsi admis au stage seront soumis, à l'expiration de celui-ci, à un examen-concours éliminatoire qui pourra être renforcé, il n'en demeure pas moins qu'ils n'auront pas subi le concours d'admission prévu par le statut. Cette dispense bat en brèche le principe du recrutement selon le mérite qui est un des principes de base au statut, mais encore elle aura pour effet de modifier, après la clôture de la liste des participants, les conditions d'admission telles qu'elles ont été annoncées dans l'appel aux candidats, puisque, selon le texte proposé, il dépendra du secrétaire permanent, après accord du Ministre intéressé, de décider après la clôture des inscriptions de renoncer en tout ou partie au concours.

Même la dispense d'une partie du concours d'admission appelle des réserves d'ordre juridique. Cette dispense ne pourrait être accordée que dans le cas où elle aurait été prévue par l'appel aux candidats et pour les épreuves pour lesquelles une dispense éventuelle aurait été annoncée, car l'éventualité de conditions moins rigoureuses aurait pu amener certaines personnes à s'inscrire à l'épreuve annoncée.

\+

\+ \+

.../...

Le projet appelle en outre les observations de forme suivantes :

Les trois dernières phrases de l'article 1er, alinéa 2, seraient mieux rédigées comme suit :

"La composition de la commission d'examen est, au besoin sur proposition du chef du département ou du service intéressé, arrêtée par le secrétaire permanent au recrutement. Celui-ci doit adjoindre à la commission un de ses adjoints ou collaborateurs. Ce dernier a voix délibérative. La commission est présidée par un secrétaire de recrutement adjoint ou par le chef du service intéressé. Sur rapport de son délégué à la commission d'examen et après vérification de la régularité des opérations, le secrétaire permanent au recrutement signe, pour approbation, le procès-verbal de l'examen".

Comme l'arrêté royal du 20 janvier 1939, que tous les articles du projet modifient, est mentionné dans le liminaire de l'article 1er, il est inutile de le citer à nouveau dans le liminaire des articles suivants. Il conviendrait donc d'écrire :

"L'article ... du même arrêté est ...".

Aux articles 4, 12 et 13, il y aurait lieu de remplacer le signe "S.P.R." par les mots : "secrétaire permanent au recrutement".

.../...

A l'article 12 nouveau, alinéa 1er, il conviendrait d'écrire : "Moniteur belge".

A l'alinéa 2 du même article, il y aurait lieu d'écrire dans la première phrase : "... de l'article 1er, alinéa 2...", et de préciser ensuite "par lettre recommandée à la poste".

A l'article 25 nouveau in fine, il faudrait lire : "... soit par une interrogation orale, soit par une épreuve pratique, soit ...".

Wegens de korte tijd die hem voor het onderzoek van het ontwerp is gelaten, is de Raad van State genoodzaakt zich tot de volgende opmerkingen te beperken :

Het ontwerp strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat. Dit besluit heeft, met verschillende wijzigingen, bepaalde regelen overgenomen uit het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, zonder echter aan de tekst van dit statuut te raken. Verre van opnieuw overeenstemming te brengen tussen alle bepalingen inzake examens en vergelijkende examens,neemt het ontwerp nog meer afstand van de bepalingen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

Artikel 15 van het statuut van het Rijkspersoneel bepaalt dat niemand tot Rijksambtenaar kan worden benoemd indien hij niet slaagt in de toelatingsexamens, met andere woorden het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd en het examen voor toelating in vaste dienst. In artikel 6, dat artikel 15 van het koninklijk besluit van 20 januari 1939 wijzigt, machtigt het ontwerp de vaste wervingssecretaris ertoe het vergelijkend examen voor toelating af te schaffen, wanneer er evenveel kandidaten als of minder kandidaten dan te begeven betrekkingen zijn.

Volgens het nieuwe artikel 15, eerste lid, kunnen ook de voorwaarden vastgesteld in artikel 16, 5° (grensleeftijd) en 6° (diploma's),van het statuut worden afgeschaft of gewijzigd.

.../...

Volgens het nieuwe artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 20 januari 1939 zullen de vergelijkende examens voor toelating tot de proeftijd, de examens voor toelating in vaste dienst en de bevorderingsexamens voor de twee laagste categorieën niet meer noodzakelijk voor het Vast Wervingssecretariaat worden afgenomen, zoals voorgeschreven in de artikelen 21, 32 en 74 van het statuut.

Volgens artikel 39 van het statuut wordt de examencommissie voorgezeten door de vaste wervingssecretaris en worden de bijzitters door de Koning benoemd. Het huidige artikel 4 van het koninklijk besluit van 20 januari 1939 heeft de aanwijzing van de bijzitters reeds aan de vaste wervingssecretaris opgedragen. Krachtens artikel 1, tweede lid, van dit besluit, zoals het door het ontwerp zal worden gewijzigd, zal de vaste wervingssecretaris zich door de betrokken dienstchef kunnen laten vervangen.

Terwijl artikel 39 van het statuut bepaalt dat de examencommissie uit ten minste vier bijzitters is samengesteld, machtigt artikel 2 van het ontwerp de vaste wervingssecretaris om dit getal te verminderen.

Dit alles moge aantonen dat verschillende bepalingen van het ontwerp er niet in hoofdzaak op gericht zijn de werkwijze en de bevoegdheden van het Vast Wervingssecretariaat te bepalen, maar dat ze een onderdeel van het statuut zelf zullen vormen en als zodanig best hun plaats zouden krijgen in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 waarvan zij een aantal voorzieningen stilzwijgend wijzigen. Het is een verwerpelijk procédé,

.../...

het statuut stilzwijgend door latere bepalingen te wijzigen, want dit kan alleen tot verwarring en onzekerheid ten aanzien van de toe te passen regelen leiden.

\+

\+ +

Een tweede voorbehoud betreft het tweede en het derde lid van het nieuwe artikel 15 van het koninklijk besluit van 20 januari 1939,zoals het door artikel 6 van het ontwerp wordt gewijzigd.

Krachtens deze bepalingen kan de vaste wervingssecretaris, met instemming van de betrokken Minister,de kandidaten geheel of gedeeltelijk van het vergelijkend examen voor toelating vrijstellen,wanneer zij even talrijk als of minder talrijk dan de te begeven betrekkingen zijn.

Al zullen de aldus tot de proeftijd toegelaten kandidaten op het eind van de proeftijd een eventueel strenger "verruimd vergelijkend voorexamen" moeten afleggen,het door het statuut voorgeschreven vergelijkend examen voor toelating zullen zij althans niet hebben afgelegd. Deze vrijstelling doet afbreuk aan het beginsel van de werving volgens verdienste, dat een van de grondbeginselen van het statuut is;zij komt er ook op neer,de toelatingsvereisten,zoals deze in de oproep tot de kandidaten zijn aangekondigd, na het afsluiten van de deelnemerslijst te wijzigen, want volgens de voorgestelde tekst zal de vaste wervingssecretaris, met instemming van de betrokken Minister,na het afsluiten van de inschrijvingen kunnen beslissen of hij van het gehele vergelijkend examen dan wel van een deel ervan afziet.

Zelfs aan vrijstelling van een gedeelte van het vergelijkend examen voor toelating zijn juridische bezwaren verbonden. Zodanige vrijstelling zou alleen kunnen worden verleend als er in de oproep tot de kandidaten sprake van geweest was en voor de

.../...

examengedeelten waarvoor eventuele vrijstelling was aangekondigd. Want het vooruitzicht minder strenge eisen gesteld te zien, had sommigen kunnen aansporen zich voor het aangekondigde examen te laten inschrijven.

\+

\+ \+

Over de vorm van het ontwerp zijn nog de volgende opmerkingen te maken :

De laatste drie volzinnen van artikel 1, tweede lid, kunnen beter als volgt worden gelezen :

"De samenstelling van de examencommissie wordt, zo nodig op de voordracht van het hoofd van het betrokken departement of van de betrokken dienst, vastgesteld door de vaste wervingssecretaris, die aan de commissie een van zijn adjuncten of medewerkers moet toevoegen. Deze is stemgerechtigd. De commissie wordt voorgezeten door een adjunct-vaste wervingssecretaris of door het hoofd van de betrokken dienst. Op verslag van zijn gemachtigde bij de examencommissie en na zich van de regelmatigheid van de verrichtingen te hebben vergewist, ondertekent de vaste wervingssecretaris het proces-verbaal van het examen voor goedkeuring".

Aangezien alle artikelen van het ontwerp het koninklijk besluit van 20 januari 1939 wijzigen en aangezien dit in de inleidende volzin van artikel 1 correct is aangehaald, is het onnodig het telkens in de aanhef van de volgende artikelen te herhalen. Men leze dus :

"Artikel ... van hetzelfde besluit wordt ...".

In de artikelen 4, 12 en 13 schrijve men de Franse afkorting "S.P.R." telkens voluit.

.../...

In het nieuwe artikel 12, eerste lid, leze men : "Belgisch Staatsblad".

In het tweede lid van hetzelfde artikel, Franse tekst, leze men in de eerste volzin : "... de l'article 1er, alinéa 2 ..." en "par lettre recommandée à la poste".

Aan het slot van het nieuwe artikel 25 van het ontwerp leze men in de Franse tekst : "... soit par une interrogation orale, soit par une épreuve pratique, soit par ...".

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, — greffier.
adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.SUETENS.
Le rapport a été présenté par M.O.DE LEYE, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H.O.DE LEYE, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(s.) J.SUETENS.